

SUPPRESSIONS DE FONCTIONNAIRES

15 000 virés plus 600 sacrifiés

Thierry Breton et Jean-François Copé veulent transférer plusieurs centaines d'employés du ministère de l'Économie sur le site toxique d'une ancienne usine Kodak à Vincennes.



Le gouvernement a de l'imagination pour diminuer les effectifs de la fonction publique. Après les audits dans l'Administration (15 000 suppressions de postes prévues en 2007), les mutations de fonctionnaires en zone polluée ! Six cents agents du Minefi (abréviation du ministère de l'Économie et des Finances) sont menacés d'être transférés en février 2007 dans l'immeuble Nadar, à l'orée du bois de Vincennes.

Coiffé de neuf antennes-relais de téléphones portables, Nadar est construit sur le site d'une ancienne usine Kodak, dans une résidence de 5 hectares où a été recensé un nombre anormalement élevé de cancers d'enfants. « Il y en a eu sept depuis 1995 », compte Véronique Lapidès, présidente du collectif Vigilance Franklin, l'association de trois cents habitants qui réclame la dépollution de la résidence. Aucun lien n'a pour l'instant été formellement établi entre ces cancers et les produits chimiques en décomposition dans la nappe phréatique. Toutefois, selon le toxicologue Henri Pézerat, directeur de recherche honoraire au CNRS, « personne ne peut assurer qu'il n'y a pas de risques d'exposition à l'avenir ». En ce moment, avec la sécheresse, la nappe phréatique est assez basse, ce qui limite les émanations. Mais « quand

elle va remonter, il y aura obligatoirement des transferts de produits volatiles vers les lieux de vie ». En particulier le chlorure de vinyle, « extrêmement toxique ». Ce gaz est une dégradation du « trichlo » (trichloréthylène), produit utilisé par Kodak pour nettoyer les pièces métalliques de la machinerie qui servait à fabriquer les pellicules.

Au ministère de l'Économie, les six cents fonctionnaires visés par le déménagement à Nadar sont très inquiets. D'autant plus qu'ils sont bien placés pour mesurer les risques qu'ils encourent : la plupart appartiennent au comité d'hygiène et de sécurité et à la sous-direction de la politique sociale et des conditions de travail. La réunion du 12 juin, consacrée au déménagement, n'a pas apaisé leurs craintes, au contraire : « Lorsque nous avons demandé aux experts de l'administration s'ils pouvaient affirmer que les agents ne courent aucun risque en allant s'installer sur ce site, aucun d'entre eux n'a engagé sa responsabilité », s'offusque l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FO, Spac-Unsa et Sud. Le ministre de l'Économie, Thierry Breton, et le ministre délégué au Budget, Jean-François Copé, prendront une décision définitive début juillet. Si Nadar leur plaît tant, après tout, pourquoi n'y installent-ils pas leurs bureaux ?

EMMANUELLE VEIL